

VENT d'OUEST

CTL de la DIRCOFI Centre Ouest

du 19 JUIN 2019



Compte Rendu des Débats

Ce CTL qui s'est déroulé sur la journée de 9h30 à 15h30 portait sur l'analyse du bilan DUERP/PAP 2018, le PAP 2019, le tableau de bord de veille sociale, l'observatoire interne du Ministère et le GT sur l'accompagnement des vérificateurs sur l'aspect relationnel du Contrôle Fiscal.

En réponse aux déclarations liminaires :

Le directeur a expliqué que s'agissant de la « géographie revisitée », les débats étaient ouverts, il ne s'agit que de projets qui pourront évoluer d'ici à 2022.

Selon lui, l'impact de ces modifications sur les DIRCOFI pourrait se faire à 2 niveaux :

- modification de la répartition des dossiers entre brigades suivant l'évolution des SIE ;
- projets de déménagements de services sur Tours, Bourges, Châteauroux ...

Le directeur a rappelé que les 3 niveaux de contrôle étaient maintenus et que cette année plusieurs bilans étaient prévus (pôles de programmation, pilotage des BCR, fusions BRV BDV ...)

Les OS ont rappelé qu'elles n'étaient pas opposées systématiquement aux changements mais qu'ils devaient être effectués dans l'intérêt des agents et non contre eux.

1) Observatoire interne du Ministère :

Les résultats de la DIRCOFI suivent la tendance nationale avec des résultats en retrait et plutôt mauvais ; La Direction, pensant sans doute que, les agents (se sentant à part du reste de la Dgfi) étaient ignorants des évolutions de l'ensemble de nos missions. Raté ...

Si la participation de la DIRCOFI (52%) est supérieure à celle de la DGFIP (37%), certains points sont nettement en retrait à la DIRCOFI s'agissant du rythme du changement, de l'absence de reconnaissance du travail ou du stress des agents (45 % des agents ont un niveau de stress supérieur à 8).

Les OS ont souligné la perte du sens du travail et le sentiment de déclassement ressentis par les agents. La CGT considère que ce vécu est renforcé par le blocage des salaires.

Nous avons insisté sur la nouvelle rédaction des imprimés de contrôle (3927, 3924 et 2120) qui n'est pas anodine s'agissant notamment pour le 3927 des mentions sur droit à l'erreur, les régularisations ou encore la motivation des pénalités exclusives de bonne foi.

Tout ceci participe à la perte du sens du travail s'agissant plus particulièrement des vérificateurs.

2) Bilan du DUERP/ PAP 2018 et PAP 2019 :

Le programme Annuel de Prévention (PAP) 2018 comportait 33 lignes sachant que les Risques Psycho- Sociaux (RPS) représentaient 36% des risques du DUERP. Le bilan de l'année 2018 permet de constater que 23 risques sur 33 ont été résolus.

S'agissant de la campagne 2019, plus de 400 lignes de risques ont été recensées dans les 50 pages du DUERP et le PAP proposé pour 2019 comporte 29 lignes.

Les RPS font l'objet à la DIRCOFI Centre Ouest d'un Groupe de Travail spécifique qui s'est réuni le 28/02/2019 ; les principales mesures RPS retenues sont :

- concernant la possibilité d'anticiper son travail : comité de programmation silo de secours de 3909 mutualisé ... **CE QUI N'AUGMENTE PAS BEAUCOUP LE NOMBRE DE 3909 !**
- concernant la surcharge de travail : relèvement du seuil de visa...
- concernant le rythme de travail et les dossiers complexes : objectifs réduits pour les agents en changement de filière ou de métier, passeport de formation...

A NOTER : la Direction a accepté d'appliquer rétroactivement ces mesures, soit pour les agents en poste depuis le 1er septembre 2018.

- concernant la pression des objectifs : transparence du calcul, formation RH et management **CE QUI NE DIMINUE PAS LES OBJECTIFS.**

- concernant les situations difficiles lors de la mission : fiches de signalement... **CE QUI NE MODIFIE PAS LE DISCOURS ANTI FISCAL DE NOS DIRIGEANTS POLITIQUES.**

3) Tableau de Bord de Veille Sociale (TVBS) :

5 fiches de signalement ont été rédigées en 2018 et présentées en CHSCT.

L'analyse des indicateurs du TVBS permet de détecter les situations difficiles rencontrées dans les services (nombre important de jours placés sur le CET, importance des écarts, des recours en révision ou des refus entretien ...).

4) Accompagnement des vérificateurs sur l'aspect relationnel du contrôle :

Dans le cadre de la loi ESSOC, un GT (Groupe de Travail) est mis en place pour « accompagner les vérificateurs en matière de communication et pour développer leurs qualités relationnelles ».

Deux collègues ont suivi la formation nationale et vont animer des ateliers participatifs au cours du 2^{ème} semestre 2019 sur la base de 2 groupes de 7 personnes.

Sans nier l'intérêt de cette formation, nous avons contesté la philosophie et l'orientation de ce GT qui présuppose encore une fois que les difficultés relationnelles lors des contrôles sont dues essentiellement aux vérificateurs qui ne savent pas instaurer le dialogue avec le contribuable . Sans doute que pour notre DG, les entreprises recouvrent de pétales roses notre chemin quand nous leur annonçons nos propositions de rectification

conséquentes. Nos vérificateurs sont vraiment bien ingrats !!!

Questions diverses :

Nous avons évoqué à nouveau le registre SST (Santé Sécurité au Travail) qui pourrait être mis en place sur le site de la DIRCOFI Centre Ouest à l'instar de ce qui existe à la DIRCOFI NORD .

La Direction devrait revoir ce point.

Déclaration Liminaire

Monsieur Le Président,

C'est début juin, au moment où les militants de la CGT Finances Publiques étaient réunis en congrès que le feu vert a été donné aux directeurs locaux pour dévoiler leurs déclinaisons du plan du ministre DARMANIN de liquidation du réseau DGFIP.

La CGT n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois et des droits des agents ; or ce plan, c'est la mobilité forcée et les détachements d'office..

La CGT exige donc le retrait du plan du ministre DARMANIN avec l'ouverture de négociations sur la consolidation et la réimplantation de services de proximité de pleine compétence, ainsi que l'arrêt de l'externalisation et du démembrement des missions la DGFIP.

Pour ce qui concerne l'ordre du jour de ce CTL voici notamment quelques points sur lesquels nous souhaitons apporter nos premiers commentaires :

- s'agissant du DUERP/ PAP, nous constatons un maintien de l'importance des risques psycho-sociaux qui constituent toujours le risque le plus important pour les agents de la DIRCOFI comme pour tous les agents de la DGFIP ; à la DIRCOFI CENTRE-OUEST, il s'agit notamment des risques liés aux difficultés de la programmation, à la surcharge de travail et à la pression des objectifs ;

- s'agissant du Tableau de Bord de Veille Sociale (TVBS) de la DIRCOFI CENTRE-OUEST, nous constatons l'importance des jours placés sur le CET, le maintien de l'écurement de certains services et la persistance de refus d'entretien ;

- s'agissant de l'observatoire interne 2018 du ministère, nous constatons globalement une situation meilleure à la DIRCOFI CENTRE-OUEST qu'au niveau global de la DGFIP avec des points positifs s'agissant de la motivation des agents ou de la répartition de la charge de travail. Toutefois, nous relevons aussi des points négatifs s'agissant de l'évolution de la DGFIP, du rythme de changement ou encore du stress au travail des agents. Ces sujets présentent des résultats moins bons à la DIRCOFI CENTRE-OUEST qu'au niveau global de la DGFIP ;

- s'agissant du Groupe de Travail national sur l'accompagnement des vérificateurs à l'aspect relationnel du contrôle, GT pour lequel la DIRCOFI CENTRE-OUEST est en expérimentation, nous espérons que les ateliers participatifs envisagés au 2ème semestre 2019 permettront réellement aux vérificateurs d'échanger sur les relations conflictuelles et qu'il ne s'agit pas uniquement d'une nouvelle opération de communication mise en place par l'administration.

Au vu de tous ces éléments, les représentants de la CGT Finances Publiques constatent les difficultés de plus en plus importantes rencontrées par les agents de la DIRCOFI dans l'exercice de leur mission de contrôle fiscal, difficultés accrues par les nouvelles mesures récentes liées à la garantie fiscale (loi ESSOC notamment) et ils espèrent que la direction locale tiendra compte de ces difficultés pour apprécier la réalisation des objectifs de l'année 2019.

La délégation CGT était composée de **Michel MAGREZ, Jérôme DESBROUSSES et Isabelle DUCHEMIN**. N'hésitez pas à les contacter pour plus de renseignements.

Ce compte rendu vous a-t-il intéressé ? La Charte informatique ne nous permet pas de le diffuser par mel sans votre accord. Pour recevoir nos prochaines informations par mel, contactez-nous à l'adresse suivante : cgt.dircofi-centre-ouest@dgfip.finances.gouv.fr ou remettez le bulletin ci-dessous à l'un de nos militants

NOM : _____

PRENOM : _____

STRUCTURE : _____

SITE : _____

Adresse Mel :

☐ Je souhaite recevoir des informations de la CGT

☐ Je souhaite adhérer à la CGT

